

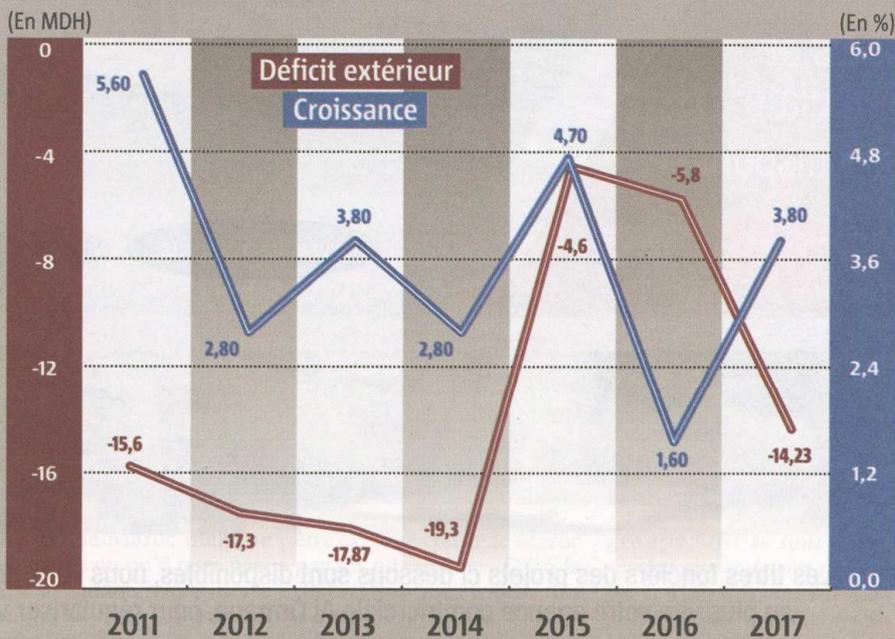
Forte aggravation du déficit extérieur au premier trimestre

■ Le PIB a progressé de 3,8% au premier trimestre et devrait monter à 4,8% au deuxième.

■ L'activité est tirée par une hausse soutenue de la demande intérieure, mais elle est pénalisée par les échanges extérieurs.

■ Il en résulte un déficit du compte courant de 14,23 milliards de DH au premier trimestre contre 5,8 milliards l'an dernier.

Evolution de la croissance du PIB et du déficit extérieur (en milliards de DH) au premier trimestre



En revanche, les échanges extérieurs, en raison d'une progression des importations plus importantes (+7%) que les exportations (+4,6%), ont dégagé une contribution négative (-1,4 point) à la croissance.

Fort repli de l'inflation au deuxième trimestre

Avec cette configuration de la croissance —soutenue exclusivement par la demande intérieure—, la dégradation des finances extérieures est pour ainsi dire mécanique. Selon les données de l'Office des changes, en effet, le compte des transactions courantes de la balance des paiements a enregistré au titre du premier trimestre un déficit de 14,23 milliards de DH au lieu d'un déficit de 5,83 milliards au cours du même trimestre de 2016. Par rapport au PIB, le déficit courant s'établit à 5,5% contre 2,35%. Cela explique que les réserves internationales nettes

L'économie nationale s'est plutôt bien comportée au premier trimestre 2017, et ceci grâce à la bonne performance du secteur primaire, en particulier sa composante agricole, et à l'effet de base. Le taux de croissance réalisé sur les trois premiers mois de l'année ressort en effet à 3,8% au lieu de 1,6% durant la même période de 2016, selon les comptes nationaux du HCP, publiés il y a quelques jours.

Cette augmentation du PIB est le résultat, d'une part, d'une hausse de 12,1% de la valeur ajoutée du secteur primaire, au lieu d'une baisse de 9,1% un an auparavant ; d'autre part, de la croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire de 3% contre 2,4% durant le trimestre correspondant de 2016 ; et

enfin, d'un ralentissement du secteur secondaire à 1,7% contre 2% au cours du même trimestre de 2016. Cela fait une hausse de la valeur ajoutée non agricole de 2,4%, soit le même niveau qu'au premier trimestre de 2016. Avec un accroissement des impôts nets des subventions de 3% au lieu de 8,8%, le PIB non agricole s'est accru de 2,5% et le PIB global de 3,8%.

Les détails fournis par le HCP montrent que dans le secteur primaire, la valeur ajoutée des activités de l'agriculture a enregistré une hausse de 14,2% au lieu d'une baisse de 10,9% un an auparavant. L'activité de la pêche, en revanche, a connu une baisse de 8,1% contre une hausse de 12,7% au premier trimestre de 2016.

Dans le secteur tertiaire, à l'exception des services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale qui ont affiché une baisse de 1,1%

LE HCP SIGNALA UNE HAUSSE DE L'EMPLOI RURAL, SANS DOUTE EN LIEN AVEC LA BONNE CAMPAGNE AGRICOLE, MAIS LES STATISTIQUES GLOBALES SONT ATTENDUES PROBABLEMENT POUR DÉBUT AOÛT

contre une hausse de 1,3%, toutes les autres composantes ont réalisé des croissances positives, précise le HCP : 7,7% pour l'hôtellerie et la restauration, +4,8% pour les transports, +4,6% pour les services rendus aux ménages et aux entreprises, +4,2% pour le commerce...

Le secteur secondaire, qui pèse quelque 30% de la valeur ajoutée globale, a, lui, fléchi à 1,7%, et ce fléchisse-

ment provient d'une hausse des industries de transformation de 2,3% contre 0,9% un an auparavant, d'un ralentissement de l'industrie d'extraction à 6,1% contre 8,2% et des baisses de l'électricité et eau de 0,9% (contre une hausse de 1,2%) et du BTP de 0,4% (au lieu d'une hausse de 3%).

Comme souvent, c'est la demande intérieure, en hausse de 4,8%, qui a tiré la croissance du PIB en ce premier trimestre 2017. Ce faisant, elle contribue pour 5,2 points à la croissance économique. Par composantes, c'est l'investissement qui a réalisé l'augmentation la plus importante (+9,1% contre 7,4% un an auparavant), contribuant ainsi pour 2,6 points à la croissance économique. La consommation des ménages, elle aussi, a progressé de 4% contre 3,4% le même trimestre 2016, apportant une contribution de 2,4 points à la croissance.

soient sur un trend baissier, revenant de 252 milliards de DH à fin décembre 2016, à 246,8 milliards de DH à fin mars 2017 et à 210,2 milliards de DH au 23 juin, selon les statistiques de Bank Al-Maghrib (BAM).

Comment la situation a évolué au deuxième trimestre ? Selon les estimations du HCP, la croissance économique se serait accélérée à 4,8%, dopée par la valeur ajoutée agricole en hausse de 17,4% et la valeur ajoutée non agricole en progression de 3,3% soutenue principalement par les mines, les services marchands et les industries manufacturières.

Là encore, c'est principalement la demande intérieure qui a soutenu l'activité économique. Dans un contexte de fort repli de l'inflation (estimée à 0,3% au deuxième trimestre contre 1,3% au premier) et d'accroissement des crédits à la consommation,

entre autres, la consommation des ménages aurait progressé à un rythme légèrement supérieur (4,2%) à celui du premier trimestre (4%). L'investissement, pour sa part, bien qu'en ralentissement par rapport aussi bien au même trimestre de 2016 qu'au premier trimestre 2017, et ce, en liaison avec la baisse du secteur de la construction, a malgré tout réalisé une augmentation importante de 5,5% en glissement annuel.

Sur la demande extérieure, par contre, les chiffres à fin juin ne sont pas encore disponibles, mais les données à fin mai de l'Office des changes laissent penser que le solde des échanges extérieurs a continué de contribuer négativement à la croissance, mais probablement dans une moindre mesure qu'au premier trimestre. En tout cas, les importations de biens et services en valeur ont augmenté de 9,1% à 196,33 milliards de DH, tandis que

La croissance économique s'établirait à 4,1% au 3^e trimestre

Quoique légèrement en retrait par rapport au premier et au deuxième trimestre, la croissance économique, grâce à la dynamique agricole, devrait maintenir son rythme relativement élevé au troisième trimestre, en se situant à 4,1% selon les estimations du HCP. Celui-ci précise que cette hausse proviendrait principalement d'une augmentation de la valeur ajoutée agricole de 14,9%, et de celle des activités hors agriculture de

2,7%. Ce sont des estimations, presque des prévisions puisque les données conjoncturelles ne sont même pas encore collectées sur ce trimestre. Cela dit, la dynamique du secteur agricole et la montée de l'investissement restent des faits réels qui ne manqueront pas de déteindre sur l'ensemble de l'activité. En contrepartie de quoi, une croissance supérieure à 4% en 2017 paraît tout à fait réalisable ■

les exportations ont, elles, progressé de 5,3% à 147 milliards de DH. Il en résulte un solde négatif de 49,3 milliards de DH, en aggravation de 22,2% par rapport à fin mai 2016. Les recettes des MRE, pour leur part, s'étaient stabilisées (ou presque) à 24,35 milliards de DH (+0,3%). Dans le compte financier, en revanche, on note une forte hausse du flux des IDE (+25,8% à 13,1 milliards de

DH), mais cette hausse est le fait de la baisse des dépenses (-44,8%) bien plus que de l'augmentation des recettes (+5,7%).

Malgré ces évolutions, plutôt favorables, la question qui reste posée est celle de savoir comment s'est comporté le marché du travail au deuxième trimestre. Le HCP signale une hausse de l'emploi rural, sans doute en lien avec la bonne campagne agricole,

mais les statistiques globales sont attendues probablement pour début août. En attendant, rappelons qu'au premier trimestre, l'économie marocaine a créé 109 000 emplois nets, avec une contribution des services de 45 000 postes, l'agriculture de 28 000 emplois (dont 23 000 en milieu rural), le BTP de 20 000 et l'industrie (y compris l'artisanat) de 16 000 postes. Malgré la hausse de

l'emploi, le nombre de chômeurs a augmenté de 63 000 personnes, et le taux de chômage a progressé de 0,3 point à 10,7%. Le chômage, et ce n'est pas nouveau, frappe surtout le milieu urbain (15,7% au lieu de 15% un an auparavant) et les jeunes de 15-24 ans (25,5% contre 24,9% l'année précédente à la même époque).

Inutile de revenir sur ce paradoxe (apparent) qui fait que le chômage peut parfaitement augmenter au moment même où l'économie crée des emplois ; le sujet est abondamment développé ici même et à plusieurs reprises. Il n'empêche que l'emploi reste une question bien prégnante et la croissance économique, aussi forte qu'elle puisse être, n'aurait pas beaucoup de sens si elle n'impactait pas, positivement, le marché du travail. A moins de considérer que c'est ce dernier qui pèserait sur l'activité, comme la doxa ambiante le suggère depuis quelques années ■ S.A.